

Deux décennies agitées

Bientôt vingt ans que la Mauritanie s'épanouit et prospère sous la direction éclairée (1,5 volts ! s'écriait Habib) de Ould Taya que d'aucuns auraient aimé parer du titre de "petit père du peuple", n'eût été l'ombre tutélaire du père de l'indépendance. Dissipés les nuages d'encens des discours courtisans, la réalité est beaucoup moins idyllique. En sept ans de dictature militaire et près de treize ans de démocratie formelle, le pays a connu tour à tour, et simultanément, le tragique, le navrant, le grotesque et le honteux. Et quelques succès dus aux progrès de la technologie et à la générosité intéressée des "partenaires" au développement. Mais à aucun moment, l'exaltation ou l'enthousiasme. Pas même ces petits frissons que vous donne le sentiment légitime d'une fierté raisonnablement patriotique. Re-parcours d'un itinéraire accidenté qui oblige à repenser le concept de stabilité politique.

86-90 : Les noirs desseins des Kowri

Moins de deux ans après le coup de

palais qui l'a conduit au pouvoir, Ould Taya fait ses premières armes dans la répression politique. Pour avoir publié un document pompeusement intitulé Manifeste du Nègro-Mauritanien opprimé, les dirigeants flamistes sont soumis à la torture, condamnés à des peines sévères, puis incarcérés à Oualata dans des conditions effroyables. Le second acte du cycle du complot négro-africain sera la tentative de coup d'Etat des jeunes officiers "kowri", en octobre 1987. Trois d'entre eux seront passés par les armes; les autres envoyés au mouoir de Oualata. Le différend sénégal-mauritanien dégénère en mars-avril 1989. Le courant chauvin arabe dont le régime s'est fait le bras armé met en œuvre une politique d'exclusion et de déportation dont des dizaines de milliers de citoyens négro-africains seront les victimes.

94-2003 : les complots islamo-nationalistes arabes

Le conflit avec le Sénégal est entré dans une phase d'apaisement. Le poids du passif humanitaire des années de braise pèse sur les orientations du régime. Le chauvinisme officiel est en reflux, et les courants nationalistes

arabes ne sont plus en odeur de sainteté. Quelques difficultés avec la Libye et le séjour d'une délégation de nassériens mauritaniens (auxquels s'était joint Messaoud Ould Boulkheir) offrent au gouvernement le prétexte pour sévir contre une composante nationaliste arabe perçue comme inféodée à une puissance étrangère. Au cours de l'été 97, un groupe de nassériennes est arrêté (dont M. Hamoud Ould Abdi, l'actuel ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement), et plusieurs cadres appartenant à ce courant sont démis de leurs fonctions. À peu de choses près, les bathistes vivront les mêmes mésaventures. Les militants islamistes, eux, subissent, une première fois, les foudres de la répression en 1994. Accusés de complot et de tentative de rébellion, ils seront "traités" par la police politique, puis libérés après la diffusion radio-télévisée des aveux de certains d'entre eux. En 2003, le régime réitère l'opération, incarcère quelques personnalités de la mouvance, mais fait rapidement marche arrière. Pour une fois, les considérations internes (le 8 juin et la perspective de l'élection présidentielle) auront pesé plus lourd que le

Ould Taya: 1984/2004

Deux décennies agitées

Suite de Une

désir de plaire aux maîtres américains du monde.

1991-2004 : un processus démocratique tourmenté

La toile de fond politique de ces actes est une démocratie formalisée par une constitution moderne, dans un Etat officiellement de droit, fondé sur une stricte séparation des pouvoirs. Une démocratie opaque dans laquelle un ministre de l'Intérieur quitte son maroquin pour occuper le haut siège de président de la cour suprême; des juges et des officiers supérieurs jouent les agents électoraux du parti gouvernemental; l'administration conçoit et exécute la fraude électorale, avec une conscience rarement égalée sous d'autres latitudes.

L'opacité d'une telle démocratie masque mal la dictature d'une Sainte Alliance militaro-politico-affairiste organisée en clans prébendiers et en réseaux maffieux, et dont le bras politique aurait pu tout aussi bien s'appeler Parti d'Etat Républicain Démocratique Unique et Souverain, ce qui aurait été un acte d'humanité à l'endroit des deux millions et demi de Mauritaniens qui, depuis deux décennies, s'illusionnent

sur leur sort. L'organisation politique de la Sainte Alliance ressemble trop à un avatar du parti unique façon ancien régime pour s'accommoder d'un fonctionnement égal et régulier de la démocratie, et de la liberté d'action de ses acteurs, que ceux-ci appartiennent au champ politique ou à la société civile. D'où la multiplication des décisions arbitraires et des actes liberticides: arrestations et emprisonnement de leaders politiques, dissolution de partis, refus de reconnaissance d'organisations politiques ou de droits de l'homme, atteintes aux libertés individuelles et collectives, censure de la presse, instrumentalisation d'associations professionnelles (Ordre des avocats, UTM).

De temps à autre (une seule et unique exception), une miraculeuse éclaircie apporte une lueur d'espoir. Ce fut le cas lors des élections législatives et municipales de novembre 2001, qui furent une parenthèse de transparence. C'était déjà une de trop pour le système et, moins de six mois plus tard, à l'occasion des sénatoriales, il revenait à ses vieilles pratiques de la fraude et de l'achat de conscience, plus conformes à sa nature. La parenthèse ainsi fermée, et les anciennes règles remises à l'honneur, le

régime pouvait préparer le plébiscite présidentiel de novembre 2003.

Dans ce contexte, le "complot" prêté à Haidalla et à ses compagnons d'infortune tient à la foi du putsch militaire et du complot politique. La candidature, au lendemain du 8 juin 2003, de l'ex-chef d'Etat, contre l'ancien compagnon d'armes qui l'avait destitué, apparaissait comme un combat entre nostalgie et rancœur, attisé par les sentiments revanchards des uns et l'égoïsme effréné des autres. Au final, la justice en sortira souillée, et la démocratie y aura perdu le peu qui lui restait d'âme.

2003-2004 : une armée en crise

En l'espace de quinze mois, la Mauritanie a connu deux tentatives de coup d'Etat. La première (8 juin 2003) a, deux jours durant, plongé la capitale dans un chaos de guerre civile: fracas des armes, sang et mort. Le second, découvert officiellement le 8 août 2004, est resté un projet inachevé. Entre ces deux dates, les forces armées et les principales unités ont été l'objet de quatre restructurations majeures. La révélation, le 8 août dernier, du projet

de putsch a été faite alors que le procès des auteurs présumés de la première tentative était imminent. Mieux que toute analyse, ces deux faits sont significatifs de la gravité de la crise qui mine l'armée. Le déficit démocratique se double et s'aggrave, dans l'armée, d'un déficit républicain et d'un grave déséquilibre social. Entrelacement de lignes et de points explicatifs (idéologie, plans de carrières, politique, réflexes identitaires -ethnie, tribu, régions- ambitions contrariées) dont chaque fil renforce et exacerbe l'autre. Ce n'est certainement pas un hasard si les officiers supérieurs les plus engagés dans le camp politique du pouvoir sont ceux qui ont des intérêts à préserver et accroître. Les militaires du 8 juin, comme ceux du 8 août, sont entrés dans l'armée dans la période de pouvoir militaire, les uns porteurs de projets politiques; les autres portés par le rêve d'une promotion sociale; tous désirent participer à l'exercice du pouvoir, et profiter pleinement de ses avantages. Le supposé putsch raté du 8 août 2004 est l'acte le plus récent dans une pièce dont l'épilogue est encore à écrire. Qu'il soit avéré ou fictif, il est révélateur du gouffre qui sépare une minorité privilégiée et une majorité marginalisée, voire exclue. C'est moins aujourd'hui la réalité du putsch qui importe que le fait de savoir comment sortir du cycle de la violence, engager une véritable rénovation démocratique, mettre fin à la déliquescence de l'Etat et assu-

rer à chaque citoyen une part des revenus des richesses du pays.

Kiffa : la promesse en suspens

La tentative présumée de putsch est venue comme pour confirmer l'analyse du chef de l'Etat, et souligner l'urgence de solutions positives à la crise multidimensionnelle que traverse la Mauritanie. En dépit d'insuffisances certaines, le discours de Ould Taya à Kiffa portait la marque de la lucidité. Certes, le constat était amer. Certes ce constat aurait dû conduire son auteur, s'il devait rester cohérent, à une seule alternative : démissionner ou conduire une révolution politique et culturelle mettant à bas le système prébendier qui s'était développé sous son autorité. Certes ce second terme de l'alternative implique qu'il ait la capacité de créer un rapport de forces et une dynamique permettant de réformer en profondeur le système. Le remaniement ministériel qui s'est ensuivi aura pu être une première étape dans ce sens. Il ne servit qu'à assurer la promotion (à une ou deux exceptions près) de quelques baveux et ripoux impénitents.

La crise, elle demeure, et les périls s'accroissent.